

**CINQUIEME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES MINISTRES DE
L'EDUCATION DE L'UNION AFRICAINE**

**« Pour des systèmes éducatifs africains de qualité favorisant la compétence et
l'esprit d'entreprise »**



Abuja 27 Avril 2012- « L'enseignement technique et la formation professionnelle constituent l'un des sept domaines d'intervention du Plan d'action de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique ». Un rapport dressé à cet effet, a été présenté le 23 avril 2012 aux Experts par le Chef de la Division de la Jeunesse au département des Ressources Humaines Sciences et Technologies, Dr. Raymonde Agossou lors de la Cinquième Session Ordinaire de la Conférence des Ministres de l'Education de l'Union Africaine

(COMEDAF V) à Abuja au Nigéria. Ce rapport a examiné les progrès en cours dans le cadre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et identifié les défis accompagnant le processus de mise en œuvre de ce domaine d'intervention.

Dr. Agossou a développé les fondements, les progrès et les défis de la stratégie continentale élaborée par la Commission de l'Union africaine pour dynamiser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) en Afrique. Elle a souligné que dans le cadre de la stratégie ETFP, une expérience de projet pilote a été lancée en zone post conflit, notamment au Libéria, en République du Congo et

auBurundi.Les domaines abordés et basés sur les demandes formulées par chaque



pays concerné sont par exemple le jardinage, la couture, la pisciculture et la mécanique (Congo) ; l'Artisanat, l'hôtellerie, la restauration et les savoir-faire traditionnels (Libéria) ; les travaux de construction de fer (Burundi). Le projet a également installé un centre informatique dans chacun des pays pilotes, bénéficiaires du projet.

« L'ETFP a été développé par le Département Ressources Humaines, de la Science et de la Technologie, approuvé par la COMEDAF III en 2008 et diffusé dans tous les États membres de l'UA et les partenaires engagés en éducation. Sa mise en œuvre est en cours dans certains pays et CER. Cependant son défi majeur reste le financement propre pour en assurer la pérennité ». D'importantes recommandations sont formulées à cet effet.